

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40 331 cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 01/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

STEF Logistique MIDI-PYRENEES LIMOUSIN

BP 7125
69353 LYON 07

Références : 2022/DRI/1023
Code AIOT : 0006808096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 dans l'établissement STEF Logistique MIDI-PYRENEES LIMOUSIN implanté 4 avenue des Tuileries Eurocentre 31620 VILLENEUVE LES BOULOC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF Logistique MIDI-PYRENEES LIMOUSIN
- 4 avenue des Tuileries Eurocentre 31620 VILLENEUVE LES BOULOC
- Code AIOT : 0006808096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société STEF comprend deux cellules de stockage à une température négative de moins 22°C et d'une superficie identique atteignant les 2984,3 m², permettant d'assurer des fonctions logistiques de transit des produits alimentaires dans le sud-ouest. Les produits stockés sont exclusivement des produits finis alimentaires surgelés à destination des grandes et moyennes surfaces des alentours.

Le site comprend notamment 2 tours aéroréfrigérantes classées sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification par sondage du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1	/	Sans objet
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.1. b)	/	Sans objet
4	Dévésiculeur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. d)	/	Sans objet
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.	/	Sans objet
6	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 4.2.	/	Sans objet
8	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)	/	Sans objet
9	Plan d'entretien, plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)	/	Sans objet
11	Fréquence d'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)	/	Sans objet
12	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)	/	Sans objet
13	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)	/	Sans objet
16	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté 11 faits conformes en lien avec les prescriptions rappelées dans l'arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié susvisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E)b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (DC)
Constats : L'installation comporte 2 tours aéroréfrigérantes (TAR) pour une puissance totale de 1630 kW, relevant du régime de la déclaration. Les TAR ont été mises en service en 2012. Elles permettent le maintien d'une température de -20 °C dans les entrepôts frigorifiques du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.1. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.
Constats : Les tours sont situées en toiture d'un bâtiment. Il n'y a pas d'ouvrant à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dévésiculeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. d)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.
Constats : L'exploitant a présenté l'attestation du constructeur BALTIMORE datée du 18/08/2011, relative à un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Présence d'un document désignant nommément le responsable de la surveillance de l'exploitation de l'installation ; Présence d'un plan de formation précisant a minima la liste de l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation, les dates et durée de formation de ces personnes, leur attestation de formation.
Constats : Le responsable de la surveillance de l'exploitation est identifié et nommément désigné. L'exploitant a présenté un tableau de suivi de la formation au risque légionelles et à la surveillance de l'exploitation de 2 personnes du site. Les sessions ont eu lieu en 2021. La durée de la formation est de 7h et le contenu a été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Présence des équipements individuels de protection, masque notamment Présence d'un panneau signalant l'obligation du port des EPI (masque notamment)
Constats : L'exploitant dispose de masques à cartouches individuels pour chaque personne susceptible d'intervenir sur la TAR (3 personnes formées, dont 2 sur le site). Un panneau signalant l'obligation du port du masque est présent au pied de l'échelle à crinoline permettant d'accéder aux TAR.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les 2 ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Echéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque.
Constats : L'analyse méthodique de risques (AMR) présentée est datée du 10 juin 2022. Elle a été réalisée en interne, sur la base de l'AMR précédente rédigée par un prestataire extérieur le 25/06/2020. L'AMR définit des facteurs de risque et leur associe un coefficient de gravité et une fréquence d'apparition. Il en résulte un niveau de criticité globale (notes de 0 à 9). L'exploitant a noté les différents risques avant et après mise en place de mesures de maîtrise des risques. Dans une dernière colonne sont indiquées les propositions d'actions.
Observations : Il convient de compléter et actualiser régulièrement ce tableau en précisant si les actions ont bien été mises en place ou si elles sont planifiées et quelle est leur date de réalisation. <u>Post inspection</u> (document transmis le 25/11) : l'exploitant a complété le tableau en précisant les actions menées et leur date ou fréquence de réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan d'entretien, plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. [...]</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, [...] est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, [...]. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. [...]</p> <p>Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. [...]</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté un document intitulé « Plan d'entretien et de surveillance d'une TAR », datant du 23/11/2017. Il s'agit d'un document élaboré au niveau national par le groupe STEF.</p> <p>Il comprend un tableau définissant le plan d'entretien préventif (actions de nettoyage mécanique) et les fréquences associées.</p> <p>La stratégie de traitement des eaux figure sur un autre document datant d'août 2014 . Cependant elle ne décrit que le traitement préventif ; il convient de rajouter les actions relatives au traitement curatif (nature et quantité des produits à injecter), qui figurent dans un autre tableau de mai 2020.</p> <p>L'exploitant a également présenté un tableau de suivi des différents paramètres mesurés (pH, conductivité,...).</p> <p>Observations : Il convient de rajouter dans le document relatif à la stratégie de traitement les actions relatives au traitement curatif (nature et quantité des produits à injecter).</p> <p>Post inspection (document transmis le 25/11) : L'exploitant a complété le document relatif à la stratégie de traitement en rajoutant les actions menées en cas de traitement curatif.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Fréquence d'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p> <p>Constats : Les analyses de légionelles sont réalisées par un laboratoire extérieur, tous les 2 mois.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y a jamais eu de détection de legionella pneumophilla depuis la mise en service des tours en 2012.</p> <p>Les résultats d'analyses pour 2022 ne font en effet pas état de présence de legionella pneumophila.</p> <p>Les résultats sont reportés sur la plate-forme GIDAF.</p> <p>Observations : Il est constaté un retard de transmission en février, juin, août 2022 : environ 45 jours entre l'analyse et le renseignement de GIDAF. Il est demandé à l'exploitant de respecter le délai de 30 jours pour l'enregistrement des résultats sur GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>Constats : Les points de prélèvement sont mentionnés par une pancarte sur chaque TAR. Ils sont d'un accès facile.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Procédure en cas de prolifération de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L :</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...] et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour</p>

aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ». [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la (ou les) tour(s) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. [...]

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; [...]

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. [...] Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application. [...]

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;

g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible. Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/L.

Si l'installation est également concernée par « le point 3.7.I.2.c », les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats : La procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L est une procédure générale du groupe STEF, datant du 12/06/2014.

Elle comprend bien les étapes décrites ci-dessus, cependant il convient de faire référence au tableau précisant les noms et quantités de produits à injecter, qui sont spécifiques au site de Villeneuve les Bouloc.

Post inspection (document transmis le 25/11/2022) : L'exploitant a modifié sa procédure qui fait désormais référence aux produits utilisés spécifiquement sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complets ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations. <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant tient pour chaque TAR un journal d'intervention qui mentionne les arrêts des TAR pour nettoyage et désinfection.</p> <p>Ces arrêts ont lieu 2 fois par an. En 2022, les arrêts ont été réalisés le 08/04 et le 31/10.</p> <p>Un autre tableau permet le suivi des volumes d'eaux consommés et évaporés.</p> <p>Les autres éléments attendus dans le carnet de suivi sont sans objet : pas de produit consommé car traitement à l'ozone, pas de dérive constatée des concentrations en légionelles.</p> <p>Il est prévu le changement des surfaces d'échanges (packings), qui sont encrassés, en 2023. Le devis a été présenté lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet